PROCÈS-VERBAL

d'une assemblée publique de la *Commission du conseil municipal sur les finances, le capital humain et les services administratifs* tenue le mercredi 28 juin 2006 à 19 h, à l'hôtel de ville, à la salle du conseil, 275, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Première séance

Objet : Étude publique du processus de préparation et d'adoption du budget de la Ville de Montréal

SONT PRÉSENTS :

M. Bertrand A. Ward, président

Conseiller de ville
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M. Claude B. Piquette, vice-président

Conseiller d'arrondissement
Arrondissement d'Outremont

Mme Maria Calderone

Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Pointe-aux-Trembles–Rivière-des-Prairies

M. Laval Demers

Conseiller de ville
Arrondissement de Saint-Laurent

M. Jean-Marc Gibeau

Conseiller de ville
Arrondissement de Montréal-Nord

Mme Line Hamel

Conseillère de ville
Arrondissement du Sud-Ouest

M. François Purcell

Conseiller de Ville
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

Mme Lise Zarac

Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de LaSalle

Nombres de personnes présentes : 15

INVITÉS :

M. : Robert Lamontagne

Directeur principal du Service des finances et trésorier de la Ville de Montréal

Mme Louise Richard-Villalpando

Chef de division, plan d'affaires et budget

1. Ouverture de l'assemblée

Le président de la commission, M. Bertrand A. Ward déclare l'assemblée ouverte. Il souhaite la bienvenue au public et demande aux membres de la commission de se présenter.

M. Ward présente M. Robert Lamontagne, directeur principal du Service des finances et trésorier de la Ville. M. Lamontagne présente Mme Louise Richard-Villalpando, chef de division, planification budgétaire.

M. Ward souligne la présence du conseiller de ville de l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve, M. Laurent Blanchard, du directeur du Service de police de la Ville de Montréal, M. Yvan Delorme, et du vérificateur interne de la Ville de Montréal, M. Denis Savard.

M. Ward mentionne que la commission poursuit ses travaux tel que prévu à son calendrier d'activités pour 2006. Ce soir, la commission procédera à l'étude publique du processus budgétaire de la Ville de Montréal. La commission entendra, dans un premier temps, la présentation du Service des finances et recevra ensuite les questions et commentaires des citoyens, ainsi que les questions des membres de la commission. Par la suite, la commission suspendra ses travaux pour environ 30 minutes afin d'évaluer s'il est opportun d'adopter ses recommandations ce soir ou, s'il y a lieu, d'en reporter l'adoption le mercredi 5 juillet, à 19 heures, ici même, à la salle du conseil.

M. Ward indique que le rapport de consultation et les recommandations de la commission seront déposés au conseil municipal le 28 août 2006 et qu'il appartiendra au conseil municipal et au comité exécutif de décider des suites à donner à ces recommandations.

2. Adoption de l'ordre du jour

Sur une proposition du conseiller Claude B. Piquette, appuyée par le conseiller François Purcell, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Étude des diverses étapes du processus budgétaire

Avant le début des travaux de la commission, M. Ward précise le contexte de la présente assemblée publique en expliquant que la Ville de Montréal a procédé à l'ajustement de son processus budgétaire afin de tenir compte de la mise en place, en janvier 2006, du nouveau modèle de gouvernance. Le processus prévoit, entre autres, diverses consultations publiques auprès des citoyens par les instances politiques lors de la préparation des budgets. Au niveau local, les conseils d'arrondissement disposent de la latitude nécessaire pour consulter leurs citoyens. Pour leur part, le conseil d'agglomération et le conseil municipal informent et consultent la population par le biais de commissions permanentes ou spéciales. Au terme de ce processus, les conseils sont en mesure d'adopter des budgets équilibrés qui permettent de financer l'ensemble des activités et des services aux citoyens. Afin d'alimenter la réflexion et la discussion, le Service des finances présentera les grandes lignes des diverses étapes du processus budgétaire. M. Ward ajoute que la commission souhaite connaître les opinions et les propositions du public sur ce sujet.

M. Ward précise que la commission tient cette étude publique dans le cadre du mandat que lui a été confié par le conseil municipal, le 27 mars 2006. En effet, le conseil a mandaté la commission afin de procéder à une étude sur le processus de préparation et d'adoption du budget annuel de la Ville et d'évaluer la proposition du conseiller Richard Bergeron. La proposition du conseiller Bergeron a été déposée au conseil le 27 mars 2006 et porte sur le processus de préparation et d'adoption du budget.

Présentation par le Service des finances

M. Lamontagne explique que le processus budgétaire est complexe et que la présentation en décrira les grandes lignes. Le processus de l'année 2006, pour la préparation du budget 2007, a été ajusté en fonction de deux éléments majeurs : la mise en place de la nouvelle gouvernance en janvier 2006 et la révision des activités, des services, des opérations et des programmes (RASOP) entreprise par l'Administration municipale au printemps. Il ajoute que le processus prévoit l'étude publique du budget avant son adoption, en décembre prochain, ainsi que l'amélioration de la présentation des documents budgétaires, dans le but de faciliter la compréhension des concepts et l'accès à l'information.

Mme Richard-Villalpando explique que le processus budgétaire mène à la préparation et à l'adoption du budget de la Ville de Montréal pour le volet du conseil d'agglomération (CAG) et celui du conseil municipal (CM), incluant le budget des conseils d'arrondissement (CA). Le processus budgétaire prévoit la répartition du budget entre les deux instances, le conseil d'agglomération et le conseil municipal.

Elle rappelle les principales données du budget 2006 de la Ville de Montréal :

- Budget de fonctionnement : 3,9 G\$, soit 1,9 G\$ pour le CM et 2 G\$ pour le CAG ;
- Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2008 : 546 M\$ en 2006, soit 260 M\$ pour le CM et 286 M\$ pour le CAG. Pour les trois années, le PTI s'élève à 1,7 G\$.

Elle précise que le processus de préparation et d'approbation du budget s'étend sur les 12 mois de l'année et mobilise l'ensemble des services corporatifs, des arrondissements, ainsi que les instances décisionnelles (CAG, CM et CA). Elle présente ensuite les principales dispositions législatives qui encadrent le processus budgétaire. Elle fait remarquer que certaines décisions rendues par le ministère des Affaires municipales et des Régions à la suite des contestations des villes liées encadrent également le processus. Elle présente sommairement le schéma de la nouvelle gouvernance, les responsabilités imparties aux instances décisionnelles, ainsi que la répartition des compétences locales et d'agglomération. Elle précise que le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* définit les responsabilités du conseil d'agglomération en ce qui a trait aux équipements, aux infrastructures et aux activités d'intérêt collectif.

Mme Richard-Villalpando rappelle que les instances suivantes interviennent au niveau du processus budgétaire : le CM, le CAG, le comité exécutif, les commissions du conseil municipal, les commissions du conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et les villes liées.

Elle explique ensuite que le cadre législatif prévoit la délégation de pouvoirs par le conseil d'agglomération aux villes liées et au conseil municipal. Le CM peut subdéléguer l'exercice d'une compétence aux arrondissements, selon les règles prévues par la *Charte de la Ville de Montréal*. Toute délégation d'une compétence s'accompagne d'un transfert de budget. Elle rappelle la répartition des compétences entre les arrondissements et les services corporatifs.

Processus budgétaire 2007

Mme Richard-Villalpando mentionne que le processus budgétaire a été ajusté en fonction de la RASOP. Relevant du comité exécutif, quatre comités de travail procèdent actuellement à la révision des activités, de la gouvernance, du financement et des ressources humaines à la lumière de la mission de la Ville de Montréal. Les résultats seront déposés au comité exécutif vers la mi-septembre. La préparation du budget devra nécessairement tenir compte des résultats de la RASOP. Elle présente les étapes de préparation et d'adoption du budget de

fonctionnement 2007 et du Programme triennal d'immobilisations 2007-2009 (PTI) pour le volet d'agglomération et le volet municipal :

- **le cadre financier** : en début de processus, le Service des finances procède à une cueillette d'information auprès des unités d'affaires (arrondissements et services corporatifs) pour connaître leurs besoins financiers. Le Service prend connaissance des grandes orientations stratégiques de l'Administration municipale. Sur la base de ces informations, il établit le cadre financier. Généralement, la somme des demandes excède les disponibilités financières de la Ville.
- **les stratégies d'équilibre budgétaire** : afin d'équilibrer le budget, le comité exécutif décide de mettre en place des stratégies d'équilibre budgétaire. Cette année, les choix budgétaires tiendront compte des recommandations des comités de travail de la RASOP. Les enveloppes budgétaires pourront par la suite être déterminées pour chaque unité d'affaires.
- **transmission des enveloppes budgétaires** : les arrondissements et les services corporatifs préparent leur budget en fonction des allocations déterminées par le comité exécutif. Chacun doit tenir compte des ressources qui leur sont allouées. Les arrondissements s'assurent de suivre leur processus budgétaire, lequel prévoit notamment l'adoption du budget par leur conseil d'arrondissement.
- **budget dressé par le comité exécutif** : par la suite, le Service des finances consolide le budget des arrondissements et des services corporatifs. Lors de cet exercice, le budget du volet d'agglomération et celui du volet local sont répartis, à l'aide de clés de répartition, en fonction des compétences de chaque instance (CAG et CM). Les budgets sont approuvés par le comité exécutif et déposés aux conseils d'agglomération et municipal.
- **étude publique par les commissions** : les conseils d'agglomération et municipal soumettront à leur commission spéciale respective leur budget pour fins d'étude publique.
- **approbation des budgets par les conseils** : après le dépôt des rapports des commissions, le CAG et le CM procéderont à l'adoption de leur budget, prévue vers la mi-décembre. Les règlements de taxation seront par la suite adoptés par les conseils.

Le contexte budgétaire 2007

Mme Richard-Villalpando présente les principaux éléments qui auront un impact sur la préparation du budget 2007 :

- la décision de la ministre du ministère des Affaires municipales et des Régions relativement à des modifications à apporter à l'imputation de certaines dépenses d'agglomération (le centre-ville et loyers des immeubles mixtes) à la suite de la contestation de la part des villes reconstituées ;
- la décision de la ministre concernant la révision des clés de répartition qui affecteront la répartition des dépenses d'administration générale pour les volets d'agglomération et municipal (principalement pour les ressources humaines et le Service des finances) ;
- le nouveau périmètre comptable, prescrit par le MAMR, qui modifiera la présentation des données budgétaires des sociétés paramunicipales pour les volets d'agglomération et municipal ;

- la nouvelle méthode de comptabilisation des caisses de retraite prescrite par le MARM ;
- les résultats de la RASOP et des choix qui seront retenus par le comité exécutif, tant pour le volet d'agglomération que le volet municipal.

Mme Richard-Villalpando conclut son exposé en mentionnant que l'élaboration et l'adoption du budget 2007 de la Ville de Montréal constitueront le premier exercice budgétaire de la nouvelle gouvernance dans la foulée de la création de l'agglomération de Montréal. Ce processus évoluera en cours d'année.

4. Période de questions et de commentaires par le public

M. Ward invite M. André Cardinal, représentant de Projet Montréal, à faire part de ses commentaires et questions.

D'entrée de jeu, **M. Ward** précise que la motion déposée à la séance du conseil municipal, le 27 mars 2007, par le conseiller Richard Bergeron, relativement à la révision du processus de préparation et d'adoption du budget, a été déclarée irrecevable par le président du conseil. À la place, le conseil a adopté, à l'unanimité, une résolution demandant à la présente commission d'évaluer la proposition du conseiller Bergeron.

M. Cardinal présente les principaux éléments de la proposition de Projet Montréal relative à la révision du processus de préparation et d'adoption du budget :

1) impliquer les citoyens, les organismes, le mouvement syndical et le milieu des affaires dans la définition des enjeux budgétaires portant, par exemple, sur la taxation et le niveau de service;

2) présenter le budget de la Ville dans les arrondissements afin de favoriser la participation des citoyens et de principaux acteurs et tenir des consultations sur le budget de la Ville (volet d'agglomération et volet municipal). Expliquer la structure de la nouvelle gouvernance, ainsi que la répartition des compétences pour chacune des instances décisionnelles, de même que les interrelations entre le budget d'agglomération et les services. M. Cardinal fait remarquer que la nouvelle structure organisationnelle de la Ville, ainsi que les termes local et municipal, par exemple, prêtent à confusion. Il compare la structure de la Ville de Montréal à celle de la Ville d'Ottawa et estime celle-ci moins complexe.

3) instaurer un processus selon lequel les commissions présentent leurs recommandations directement aux conseils afin de favoriser davantage de débats démocratiques. Il y aurait lieu d'amorcer une réflexion sur le fonctionnement de l'appareil municipal, explique M. Cardinal. Il estime que le comité exécutif devrait être remplacé par les commissions afin que les délibérations soient publiques.

M. Cardinal demande ensuite des précisions sur la possibilité qu'ont les élus de modifier ou non certains éléments du budget (le taux de taxation, par exemple) suite à son dépôt au conseil municipal.

- **M. Lamontagne** précise que les élus ont toute l'autorité nécessaire pour décider des dépenses qui seront encourues, ainsi que du taux de taxation qui sera chargé aux contribuables. Il rappelle que le comité exécutif décide des grandes orientations budgétaires et fiscales et dresse le budget de la Ville de Montréal. Une fois le budget déposé aux conseils, les élus ont le pouvoir de l'adopter ou non. À un autre niveau, ajoute M. Lamontagne, les élus des conseils d'arrondissement disposent de l'autorité nécessaire pour instaurer une taxe locale s'ils souhaitent offrir des services additionnels à leurs citoyens.

M. Ward remercie M. Cardinal pour son intervention. Aucune autre personne dans la salle ne demande à s'adresser à la commission, ce qui met fin à la période de questions et de commentaires du public.

5. Période de questions des membres de la commission

M. Ward autorise M. Purcell à poser une question à M. Cardinal.

M. Purcell rappelle que la présente commission étudie le processus de préparation et d'adoption du budget. Il invite M. Cardinal à faire part de ses préoccupations sur la manière dont on devrait procéder pour préparer le budget.

- **M. Cardinal** est d'avis qu'un projet de budget doit être présenté et expliqué aux citoyens. Ceux-ci doivent être impliqués lors de sa préparation et des débats sur les grands enjeux budgétaires doivent être prévus. Il suggère que les citoyens puissent se prononcer sur le niveau de taxation et de services (comme la tarification du transport en commun, par exemple). Il déplore que les consultations sur le budget se déroulent une fois que celui-ci ait été finalisé et déposé aux conseils ; cela ne laisse pratiquement pas de marge de manœuvre pour apporter des modifications au budget. Il estime que les citoyens pourraient mieux débattre du budget s'ils étaient davantage informés.

M. Purcell demande à M. Cardinal des précisions sur les éléments du budget qui pourraient faire l'objet d'une consultation en arrondissement et sur la manière de tenir les consultations.

- **M. Cardinal** explique qu'il faudrait proposer aux citoyens en arrondissement des choix budgétaires, par exemple, le coût du service de la dette, ainsi que les grands enjeux budgétaires. Les citoyens seraient amenés ensuite à se prononcer.

M. Purcell demande des précisions sur les éléments d'un budget pouvant être présentés à la population pour fins de consultation et sur la façon d'améliorer le processus budgétaire afin de favoriser une plus grande participation des citoyens avant l'adoption du budget.

- Pour **M. Lamontagne**, cette question soulève deux enjeux, soit l'information transmise sur le budget pour en faciliter la compréhension et la consultation des citoyens lors de sa préparation.

Il explique que l'année 2006 a été caractérisée par la mise en place de la nouvelle gouvernance et de la RASOP. Le processus budgétaire qui en découle tient compte de ces transformations. Il reconnaît que les concepts se sont complexifiés puisque maintenant l'on parle de volets local, d'agglomération, de dépenses mixtes et de partage de compétences. Il mentionne que le Service des finances simplifiera la présentation des informations budgétaires de manière à faciliter la discussion sur le budget. Il ajoute que l'étude publique du budget par le biais de commissions spéciales, sur une période de 15 jours en décembre prochain, permettra d'expliquer plus en profondeur les informations budgétaires et financières. De plus, la présence des directeurs de services lors du déroulement de ces travaux offrira au public un accès plus direct à l'information. Il mentionne que les commissions des finances (agglomération et municipal) étudient des sujets relatifs au budget (le rôle d'évaluation, par exemple), ce qui en facilitera la compréhension lors de l'étude du budget 2007.

M. Lamontagne explique que l'ouverture du processus budgétaire en vue de favoriser davantage la participation citoyenne demande une réflexion approfondie. Le processus budgétaire est complexe, tant sur les plans budgétaires et financiers que sur les plans administratifs et décisionnels. Il doit donc être analysé en détail afin qu'il soit possible d'établir un cadre de

discussion qui respecte les pouvoirs octroyés par la *Charte de la Ville de Montréal* aux instances décisionnelles (CAG, le CM, le CE et les CA). Il souhaite terminer cette analyse au cours du 1^{er} trimestre 2007 afin d'être en mesure de proposer des modifications au processus de préparation et d'adoption du budget 2008.

Considérant les interventions du public, les questions soulevées et les propositions qui ont été adressées à la commission, M. Ward déclare que la commission souhaite valider davantage son projet de recommandations avant de poursuivre ses travaux.

Sur une proposition de M. Gibeau, appuyée par M. Piquette, l'assemblée est ajournée au mercredi 5 juillet 2006 à 19 h, à la salle du conseil de l'hôtel de ville.

ADOPTÉE à l'unanimité

PROCÈS-VERBAL

d'une assemblée publique de la *Commission du conseil municipal sur les finances, le capital humain et les services administratifs* tenue le mercredi 5 juillet 2006 à 19 h, à l'hôtel de ville, à la salle du conseil, 275, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Deuxième séance

Objet : Délibérations et adoption des recommandations – étude publique du processus de préparation et d'adoption du budget de la Ville de Montréal

SONT PRÉSENTS :

M. Bertrand A. Ward, président

Conseiller de ville
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M. Claude B. Piquette, vice-président

Conseiller d'arrondissement
Arrondissement d'Outremont

Mme Maria Calderone

Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Pointe-aux-Trembles–Rivière-des-Prairies

M. Laval Demers

Conseiller de la ville
Arrondissement de Saint-Laurent

M. Jean-Marc Gibeau

Conseiller de la ville
Arrondissement Montréal-Nord

Mme Line Hamel

Conseillère de la ville
Arrondissement Sud–Ouest

M. François Purcell

Conseiller de la Ville
Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie

Mme Lise Zarac

Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de LaSalle

Nombres de personnes présentes : 7

M. Ward déclare l'assemblée ouverte et précise que la commission poursuit ses travaux.

5. Délibérations et adoptions des recommandations

Au nom de la commission, M. Ward remercie le public pour sa participation et ses interventions, ainsi que le Service des finances pour sa collaboration et la qualité de sa présentation,

ET FAIT les recommandations suivantes au conseil municipal.

Considérant les ajustements apportés au processus de préparation du budget de la Ville de Montréal à la suite de la mise en place, en janvier 2006, de la nouvelle structure organisationnelle;

Considérant que l'exercice, actuellement en cours, portant sur la révision des activités, des services, des opérations et des programmes de la Ville (RASOP) a pour effet de reporter à l'automne prochain la préparation des budgets des arrondissements et des services corporatifs, de sorte que l'administration municipale dispose d'un échéancier très serré pour en faire l'étude et l'adoption;

la commission recommande :

R-1

Que le Service des finances poursuive son analyse du processus de préparation et d'adoption du budget dans le but de favoriser davantage, en 2007, la participation citoyenne en prévision de l'étude publique du budget 2008 de la Ville de Montréal et de ses arrondissements.

R-2

Que le Service des finances identifie les grands enjeux budgétaires et financiers pouvant faire l'objet d'une étude publique en cours d'année par la Commission du conseil municipal sur les finances, les services administratifs et le capital humain.

R-3

Que le Service des finances s'assure de vulgariser davantage l'information diffusée sur le budget de manière à faciliter les discussions lors de l'étude publique du budget 2007 de la Ville de Montréal.

Considérant que la Ville de Montréal reconnaît, par sa *Politique de consultation et de participation publique*, aux citoyennes et aux citoyens le rôle de participer aux affaires de la ville et le pouvoir d'influencer les décisions qui les concernent;

Considérant la faible participation des citoyens à l'étude publique du budget de la Ville de Montréal;

Considérant les travaux en cours de la Commission de la présidence du conseil dans le but de favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux consultations publiques tenues par les commissions du conseil municipal et du conseil d'agglomération;

R-4

Que le conseil municipal revoie la démarche d'étude du budget 2008 à la lumière des recommandations à venir de la Commission de la présidence et des énoncés de la *Politique de consultation et de participation publique* de la Ville de Montréal.

Sur une proposition du conseiller Gibeau, appuyée par le conseiller Piquette, les recommandations sont adoptées à l'unanimité.

M. Ward précise ensuite que la commission déposera son rapport au conseil municipal le 28 août.

6. Levée de l'assemblée

Sur une proposition de Mme Calderone, appuyée par Mme Hamel l'assemblée est levée.

Adopté le

Original signé

Bertrand A. Ward
Président

Original signé

André Maisonneuve
Secrétaire-rechercheur